

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
3 avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 07/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



ONYX AUVERGNE RHONE ALPES

Papelissier
810 chemin des Taillandiers
26300 CHATUZANGE LE GOUBET

Références : 20220607-RAP-DAEN0452

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2022 dans l'établissement exploité par la société ONYX AUVERGNE RHONE ALPES, implanté Papelissier 810 chemin des Taillandiers 26300 CHATUZANGE LE GOUBET. L'inspection a été annoncée le 20/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020, la société ONYX a été autorisée à exploiter :

- une extension en hauteur du casier de stockage de déchets non dangereux H actuellement en exploitation, puis 2 nouveaux casiers de stockage désignés I et J.
- une unité d'une capacité maximale de 50 tonnes/jour de traitement d'effluents liquides non dangereux.

Les parties Nord et Est de la digue de réhausse du casier H sont achevées. Le dossier relatif à la fin d'aménagement de la partie Sud de cette digue a été présenté à l'inspection le 6 mai 2022. En application de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, cette partie Sud doit faire l'objet d'une visite de la part de l'inspection des installations classées avant tout dépôt de déchets dans la zone considérée. C'est l'un des objets de la visite d'inspection effectuée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX AUVERGNE RHONE ALPES
- Papelissier 810 chemin des Taillandiers 26300 CHATUZANGE LE GOUBET
- Code AIOT dans GUN : 0006106990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Dans le cadre de l'extension autorisée, l'exploitant a notamment mené l'action suivante :

* Les travaux de terrassement préalables à la constitution du futur casier I ont commencé à la mi-janvier 2021, la partie Sud de ce casier est achevée. La barrière d'étanchéité passive sur cette partie est en place, et la barrière d'étanchéité active est en cours d'installation. Un dossier de fin d'aménagement portant sur cette partie pourra être présenté à l'inspection dans le **courant du dernier trimestre 2022**.

L'exploitant précise qu'au rythme actuel d'arrivage des déchets, le casier H sera rempli dans le courant du premier trimestre 2023, ce qui permettra aisément la jonction avec le casier I puisque ce dernier (partie Sud) sera opérationnel au plus tard la fin 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à la visite d'inspection du 3 mars 2022
- Contrôle de la non-radioactivité des déchets entrants, des eaux souterraines
- Fin d'aménagement de la rehausse de la digue du casier H, côtés Nord, Est et Sud.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet d'une proposition de suite administrative :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Action à mener Proposition de suite de l'inspection
Radioactivité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.2.1	L'action a été engagée, mais elle n'est pas encore effectuée. L'exploitant présente à l'inspection une commande passée à l'APAVE le 12 avril 2022, et précise qu'il vient d'avoir confirmation que les prélèvements pour analyses se dérouleront le 27 juin prochain . L'exploitant devra faire parvenir à l'inspection les résultats des analyses sous 1,5 mois .

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Contrôle des déchets arrivant dans le site	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.3.4	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.2.3	Sans objet
Moyens d'alerte	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.2.3.1	Sans objet
Radioactivité des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats et de la visite générale du site

La visite du site montre que l'exploitant reste vigilant sur la nécessité de réduire au minimum les nuisances susceptibles d'incommoder le voisinage (odeurs, envols essentiellement). L'exploitant souligne par ailleurs que l'impact paysager lié à la rehausse du casier H ne sera que temporaire.

Notons que l'exploitant a omis de contrôler la radioactivité des eaux souterraines, mais cette omission pourra être gommée dans un bref délai.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôle des déchets arrivant dans le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Radioactivité
Prescription contrôlée : Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : (...) - réalise une pesée ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement ; (...)
Constats : L'inspection constate, d'après l'étiquetage présent dans le local de pesée, que la bascule

a été contrôlée et que ce contrôle est valide jusqu'à octobre 2022.

Pour ce qui concerne le contrôle visuel du chargement des camions à l'entrée du site, l'exploitant explique qu'il y a bien une caméra au niveau du pont-bascule, mais c'est surtout lors du déchargement du camion que le contrôle des déchets apportés est assuré. Cette caméra a été mise en place pour s'assurer que les bennes ouvertes des camions quittant le site sont bien vides, car des signalements d'envols de déchets des camions quittant le site ont été faits à plusieurs reprises par le passé.

Observations :

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie

Prescription contrôlée :

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

1. de moyens permettant d'alerter rapidement les services d'incendie et de secours ; (...)

Pendant la durée d'exploitation et de post-exploitation des casiers de stockage H et I, une réserve incendie, d'une capacité minimale de 300 m³, est aménagée et maintenue disponible en permanence. Elle est constituée dans l'un des bassins de stockage des eaux pluviales existants à l'entrée dans le site.(...)

Constats : Lors de la visite d'inspection effectuée le 3 mars 2022, il avait été demandé à l'exploitant : *"Le bassin « EP 1 » faisant office de réserve d'incendie est à doter d'un dispositif de contrôle visuel immédiat montrant le respect d'un volume minimal de 300 m³ d'eau utilisable en cas d'incendie.*

Il convient de s'assurer que la position de la crépine dans le bassin « EP 1 » permet de pomper au moins 300 m³ d'eau, en toutes circonstances.

Un panneau signalant la fonction « réserve incendie » du bassin « EP 1 » sera mis en place."

L'exploitant explique que le bassin est actuellement maintenu rempli, car son eau est utilisée pour l'arrosage des pistes afin de réduire les émissions de poussières (période de grande sécheresse). La capacité de ce bassin est très supérieure à 300 m³, de ce fait, le repère mis en place, visualisant le niveau minimal d'eau pour garantir une capacité de 300 m³, n'est plus visible, car sous eau.

L'inspection constate qu'un panneau signalant la fonction « réserve incendie » du bassin « EP 1 » est bien mis en place.

Observations :

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.2.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Détection

Prescription contrôlée :

L'alerte peut être donnée par téléphones portable ou fixe, par boîtiers d'alarme manuels répartis sur le site et permettant le déclenchement d'une sirène en cas de sinistre. Tous les événements accidentels susceptibles d'affecter la conduite en sécurité des usagers de l'autoroute A 49 sont recensés ; la procédure de gestion de ces événements doit intégrer l'appel de la société gestionnaire de l'autoroute.

Constats : Lors de la visite d'inspection effectuée le 3 mars 2022, cette prescription avait été

contrôlée. Il avait été demandé à l'exploitant de présenter à l'inspection, lors d'une prochaine visite : Un plan regroupant tous les boîtiers d'alarme manuel et les détecteurs d'incendie du site, qui est de nature à permettre d'éviter l'oubli du contrôle périodique de certains d'entre eux.

L'exploitant présente à l'inspection :

- un plan d'implantation des détecteurs et déclencheurs incendie ;
- un compte rendu de maintenance préventive du 20 avril 2022 de la société SSI Service, qui assure la maintenance du système de détection d'incendie du site.

Ces documents n'appellent pas d'observations.

Observations :

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Radioactivité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.6

Thème(s) : Risques accidentels, Radioactivité

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants soient contrôlés. Il est associé à un système informatique permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme doit être réglée au maximum à 3 fois le BDF sur un terrain sédimentaire et à 2 fois le BDF sur un terrain cristallin.

(...)

L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 µSv/h.

Constats : Le dispositif de contrôle de radioactivité a été vérifié le 3 mars 2022 par la société @m2c. Le rapport de contrôle est présenté à l'inspection, il fait état d'un réglage de déclenchement à 3 fois le bruit de fond. L'alarme visuelle et sonore est contrôlée par la société @m2c.

Pour ce qui concerne l'autocontrôle, l'exploitant signale qu'il est assuré par un ordinateur spécifique, présent dans le local d'accueil. L'écran de cet ordinateur affiche le bruit de fond pris en référence, et les mesures effectuées en temps réel qui étaient, au moment de la visite, peu différentes du bruit de fond affiché.

L'exploitant présente à l'inspection le radiamètre portable dont il dispose, la société @m2c l'a contrôlé le 12 mars 2022.

Observations :

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Radioactivité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Radioactivité de la nappe
Prescription contrôlée : Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant. Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées (...).
Constats : L'exploitant signale qu'il n'a pas encore fait réaliser une telle analyse dans les eaux souterraines. Il présente à l'inspection une commande passée à l'APAVE le 12 avril 2022, et précise qu'il vient d'avoir confirmation que les prélèvements pour analyses se dérouleront le 27 juin prochain.
Observations :
Type de suites proposées : Lettre de suite
Proposition de suites : Oui